

**SUR QUELQUES VIEILLES QUESTIONS
D'ACTUALITÉ PARMI LES
ANARCHISTES, ET
PAS SEULEMENT**



Anonyme, Italie 2003

Je ne suis certainement pas non-violent. Toutefois, je peux comprendre celui qui hait la violence au point de vouloir la bannir de sa propre vie ; celui qui ne tuerait jamais, qui n'emploierait jamais la force pour se faire valoir ; qui, par caractère et aptitudes personnels, préfère ne pas y avoir recours. Mais tout cela, je ne le trouve compréhensible que s'il s'agit d'un choix individuel et conséquent. Lorsque la non-violence est présentée comme une méthode de lutte, lorsque elle est proposée comme voie à suivre, lorsque d'éthique individuelle elle devient morale et projet collectifs, cela me semble être une vraie saloperie. Elle devient seulement utile pour justifier l'inaction et faire obstacle à celui qui se révolte, une valeur absolue à rappeler aux faibles pour permettre aux puissants de l'oublier avec plus de commodité. Au bord du gouffre, avec un terrain qui devient de plus en plus glissant et sous le feu de l'ennemi, l'invitation à n'employer que les bonnes manières ne peut qu'apparaître ainsi. Le fait qui veut, mais qu'il m'épargne les sermons.

Cela dit, je ne suis pas non plus un fanatique de la violence. Je n'aime pas qui se vante de ses prouesses en la matière, je n'en fais pas l'apologie, je déteste ceux qui la considèrent comme l'unique solution. Je pense qu'il s'agit d'une nécessité dans la lutte contre la domination, mais rien de plus. Comme Malatesta, je ne crois pas aux « couchers de soleil paisibles ». Je ne crois pas que le béton armé avec lequel le pouvoir a recouvert nos existences sera brisé par l'éclosion de la fleur de la liberté, tendrement semée en diffusant nos idées.

Parce que je ne suis pas non-violent, je ne supporte pas les condamnations moralistes des actes de violence. Leur hypocrisie me donne la nausée. Et parce que je ne suis pas un fanatique de la violence, je ne supporte pas non plus l'exaltation acritique de ces actes. Leur stupidité me porte sur les nerfs.

Récemment, une grande importance a été donnée aux attaques accomplies par des compagnons inconnus, d'abord contre la préfecture de police de Gênes, et ensuite contre le régime pénitentiaire espagnol¹. La réaction hystérique des médias et celle de la police étaient prévisibles. Mais quelle est la réaction des compagnons? À part les imbéciles habituels qui se consacrent à la diétrologie², la réaction la plus commune a été celle du silence. Silence dû au fait d'éviter de faire des distinctions entre ceux qui sont favorables à ces attaques et ceux qui y sont opposés, ce qui ne pourrait être utile qu'aux enquêtes policières. Cependant, ce silence ne s'est pas limité aux jours qui ont suivi les attentats, il perdure. Ce n'est plus le silence face à l'ennemi qui voudrait savoir, c'est le silence jusque

parmi des compagnons qui voudraient se comprendre. De la présence d'une forme de solidarité minimale on est passé à l'absence de toute discussion critique. Mais pourquoi l'action, quelle qu'elle soit, ne devrait-elle pas être soumise à la réflexion critique ? Pourquoi un hypothétique débat sur des sujets de ce genre est-il perçu comme obstacle, comme quelque chose qui vise à empêcher de semblables actions ? Pourquoi ne pourrait-il pas être au contraire un soutien, une manière de clarifier le sens de ce qu'on veut faire, pour renforcer l'action et l'affiner ?

Pour ma part, prenant comme point de départ les récents événements, j'ai décidé d'écrire et diffuser ce texte. Sa forme anonyme n'est pas due à la crainte d'assumer la responsabilité de mes dires, elle est seulement une façon de ne pas me distinguer des autres compagnons aux yeux de ces messieurs [de la police].

Revendication oui, revendication non

Que je sache - mais je pourrais me tromper, n'étant pas un expert en la matière - il faut remonter à la Russie de 1878 pour trouver le premier document de revendication d'un attentat venant d'une organisation révolutionnaire. Il s'agit de l'opuscule *Smert' za smert'* (Mort pour mort) diffusé par le groupe « Narodnaja Volja » (la Volonté du peuple) après le meurtre du général Mezencov, chef de la police secrète russe **3**. L'opuscule de revendication fut expédié, treize jours après l'homicide, à un quotidien de Pétersbourg et, dans les jours suivants, beaucoup de copies furent faites et envoyées dans d'autres villes à de nombreux fonctionnaires gouvernementaux. À l'époque, cette action fit grande sensation et naturellement de la part de ceux qui pensaient que le recours à de tels moyens ne pouvait ni substituer ni appuyer le plus important moyen de propagande des idées de révolte parmi les masses, les critiques ne manquèrent pas.

Depuis, cette scène s'est répétée des centaines de fois. Les détails changent à chaque fois, évidemment, mais pas la substance. On pourrait presque dire que l'expérience de ces révolutionnaires russes est devenue une espèce d'archétype, un modèle original dont les manifestations suivantes ne sont que des filiations ou des imitations. La seule variante, à l'intérieur de ce schéma, a été apportée par ces anarchistes qui n'ont jamais défendu la nécessité de revendiquer politiquement leurs actions offensives contre le pouvoir. Le groupe russe « la Volonté du peuple », tout en réunissant des « militants » aux idées les plus diverses, se posait de toute façon comme avant-garde centralisée. À l'intérieur de cette organisation, comme le rappellera dans ses mémoires une militante, se discutait la question de savoir si le programme à suivre devait être celui de « contraindre le gouvernement à permettre au peuple d'exprimer librement et sans

obstacles sa volonté et en reconstruire la vie politique et économique... ou bien si l'organisation devait tendre d'abord à prendre le pouvoir dans ses mains, pour ensuite décréter d'en haut une constitution favorable au peuple ».

Avec de telles prémisses, on comprend bien leur besoin de revendiquer, de communiquer les raisons de leurs actions aux masses qu'ils entendaient soulever, et à l'ennemi dont ils se considéraient le contrepoids. Après tout, ce groupe voulait s'adresser au peuple, bien que presque tous ses membres provenaient des classes plus aisées, et devait traiter en son nom avec le pouvoir constitué, jusqu'à envoyer une lettre à l'héritier du tsar pour lui donner des conseils sur la politique à suivre.

Mais quand on ne veut représenter personne, ni se poser comme contrepoids de quelqu'un, pourquoi diffuser des communiqués ? Si on pense que les actions offensives contre le pouvoir doivent de toute façon avoir pour horizon la révolution sociale et ne pas en être la parodie sous forme de lutte armée contre l'État (lottarmatismo **4**), quel peut être le but d'une organisation armée spécifique ?

Il ne me semble pas que, dans le passé, les anarchistes se soient distingués par le fait d'avoir eu recours aux revendications. Ces anarchistes qui se sacrifièrent en accomplissant leur geste individuel, comme Bresci ou Caserio, ne le firent pas pour des raisons évidentes. Et pas non plus les compagnons particuliers qui avaient pourtant l'intention d'entreprendre une activité plus continue, comme Ravachol ou Henry ; ni les compagnons qui s'unirent à d'autres dans l'action armée : ni Di Giovanni, et pas non plus Durruti et Ascaso. Les raisons en sont évidentes. Désirant une révolution qui vienne d'en bas, non pas imposée ou lancée d'en haut, tous ces anarchistes ont estimé opportun d'agir dans l'ombre, loin de tout ce qui pouvait les mettre sous les feux de la rampe. Ils préféraient que les raisons de leurs actions proviennent d'en bas, que ce soit le mouvement même qui les exprime, plutôt que de profiter de la clameur suscitée pour les diffuser d'en haut, comme le message officiel de celui qui l'a fait à celui qui ne l'a pas fait. La signification d'une action, si elle n'était pas claire du fait du contexte social, pouvait être trouvée dans les tracts, les journaux, les revues et tout le débat théorique développé par le mouvement, dans son ensemble, et pas dans les communiqués d'une organisation particulière. Donnons un exemple : si le mouvement est en mesure d'exprimer sa critique théorique de la prison, lorsque quelqu'un passe ensuite à la critique pratique, il n'est pas nécessaire de faire en plus un communiqué qui en explique les raisons. Les raisons de son geste sont déjà claires, compréhensibles. Lorsque quelqu'un veut se l'attribuer, c'est seulement parce qu'il veut se mettre en lumière, exposer sa propre identité, se mettre

en avant. L'attaque contre la préfecture de police de Gênes, par exemple, était tellement significative (vu le choix de l'objectif et du moment **5**) qu'elle rendait les mots superflus. Pourquoi alors un communiqué qui ne pouvait dire que des banalités a-t-il été diffusé ?

Il est vrai que le cas de la Angry Brigade constitue une sorte d'exception, s'agissant d'anarchistes qui revendiquaient leurs actions. Ce n'est pas un hasard si cette expérience semble constituer une espèce de modèle pour beaucoup de compagnons qui attaquent aujourd'hui le pouvoir. Pourtant, à moins de vouloir se lancer dans des attitudes d'émulation, l'exemple ne me semble pas vraiment reproductible. D'un côté, il est impossible de ne pas avoir à l'esprit que la Angry Brigade s'inscrit dans le contexte historique qui l'a vue mûrir, c'est-à-dire au début des années 1970. À une époque où de nombreux groupes staliniens semaient de terribles pavés idéologiques pour propager leur propre projet politique et s'apprêtaient à prendre l'hégémonie sur l'attaque armée, il ne me semble pas étrange que quelques anarchistes aient voulu se différencier pour ne pas courir le risque d'apporter involontairement de l'eau au moulin d'autrui. Du choix du nom, à celui des objectifs et au style de ses communiqués, tout tentait de se différencier du marasme ambiant. Mais sitôt passée la marée de l'idéologie stalinienne, que pouvait encore signifier la décision de se caractériser dans un sens anarchiste, quel sens aurait eu cette représentation de soi ? Dans des pays comme l'Espagne peut-être, où toutes les actions, y compris celles anonymes, sont régulièrement attribuées à l'ETA, mais certainement pas ici, en Italie. Depuis des années, en effet, les actions offensives n'ont accouché d'aucun communiqué, excepté parfois quelque chose de bref, de simple et qui refusait l'emploi d'un quelconque sigle identitaire. Il devrait être superflu d'en expliquer les raisons : une action peut appartenir à tous seulement si personne ne se l'attribue. Dès l'instant où elle est revendiquée avec une identité, une séparation se crée entre ceux qui l'ont accomplie et tous les autres. Par ailleurs, il ne devrait même pas être nécessaire de rappeler le danger inhérent à toute revendication. Il est dangereux de la donner, dangereux de l'expédier, dangereux surtout de l'écrire, puisque plus on écrit plus on fournit d'indications à la police (danger tout autre qu'hypothétique, vu qu'il existe au moins un précédent négatif qui a justement concerné des compagnons anarchistes). Une attaque anonyme ne permet à personne d'émerger et ne facilite pas le travail de répression de la police.

Si ces raisons qui suggèrent l'anonymat ont été exprimées à plusieurs reprises, celles qui le déconseillent ne l'ont, par contre, pas été. Depuis quelques années, les choses ont changé sans qu'il y ait eu un débat qui fasse comprendre les raisons d'un tel changement (qui pour cela apparaissent obscures, plus liées à des réactions

émotionnelles qu'à des choix précis). De toute façon, il est aujourd'hui bien difficile qu'une action ne soit pas accompagnée de son beau communiqué officiel, avec ses slogans et sa signature en bas. Et pourquoi ? Silence... Ce faisant, ne finit-on pas par tomber dans l'avant-gardisme ? Le risque est tellement évident que, même parmi les rédacteurs de revendications, il y en a qui se proclament contre tout avant-gardisme, dans l'espoir qu'il soit suffisant de le dire pour ne pas l'être. Mais qui s'excuse s'accuse. C'est la méthode qui est avant-gardiste en soi et, parfois aussi, les contenus exprimés ouvertement (voir l'affligeant communiqué de l'ARA après l'attaque du Palazzo Marino **6**). Peu importe que les slogans incitent à la guerre sociale plutôt qu'à la dictature du prolétariat. Peu importe si les signatures changent sans arrêt. Cela montre seulement que les « avant-gardistes » anarchistes sont plus élastiques que ceux qui sont staliniens, mais qu'ils sentent de toute façon le besoin de se distinguer du reste du mouvement.

Il ne suffit pas de s'inspirer de la Angry Brigade pour résoudre le problème. Je sais bien que la Angry Brigade affirmait « *nous ne sommes pas en mesure de dire si telle ou telle personne est ou n'est pas membre de la Brigade. Nous pouvons seulement dire que la Brigade est partout. Sans un quelconque Comité Central et aucune hiérarchie pour classer nos membres, nous pouvons seulement reconnaître les inconnus comme des amis à travers leurs actions* ». Je sais aussi que leurs participants ne se considéraient pas comme une organisation ou un simple groupe, « *mais une expression de la rage et du mécontentement que beaucoup de gens, dans tout le pays, ont contre l'État et ses institutions. En ce sens, la Angry Brigade est toujours présente (l'homme et la femme qui sont assis à côté de toi⁷)* ». Mais tout cela témoigne seulement de la bonne foi de ces compagnons, leur préoccupation de ne pas se poser comme avant-garde, cela ne démontre pas du tout qu'ils aient réussi dans leur tentative. Un sigle qui se veut un symbole de la rage généralisée n'a pas de sens. Pour que tous puissent s'y reconnaître, il faudrait que les actions et les mots qui les expliquent soient compris et partagés par tous. On ne peut pas offrir une identité collective générique et prétendre que chacun renonce à son individualité concrète. On ne peut le faire que si les actions réalisées et les paroles prononcées restent à un niveau si minimal qu'elles limitent au maximum les désaccords : des actions très simples et exemplaires accompagnées de slogans maximalistes. Tout cela - en admettant que cela en vaille la peine - ne peut fonctionner que pendant une brève période, après laquelle interviennent d'autres facteurs inhérents à tout processus de croissance, qui rendent impossible la continuation de l'expérience : il y en a qui veulent passer à des moyens plus puissants, qui veulent atteindre des objectifs plus ciblés, qui veulent exprimer des concepts plus précis... Même l'ALF, qui pourtant se bat pour une raison au fond

assez simple et univoque comme la libération des animaux, dès qu'elle a connu une certaine extension, a vu ses premières défections. D'autres groupes animalistes - fatigués du confusionnisme du projet, du minimalisme des objectifs, des déclarations des porte-paroles - se sont formés. Mais, et c'est le pire aspect, tous ces groupes se sont vus contraints de se donner un nouveau nom pour éviter d'être mis dans le même sac. Parce que la revendication est un instrument typiquement politique, avec toute la nocivité que cela comporte. Tant que l'on reste dans l'anonymat, on peut faire ce qu'on veut, sans impliquer ou empiéter sur les autres. Mais dès que quelqu'un se distingue, il contraint aussi les autres à se différencier, pour ne pas être considérés comme de simples colonnes d'une armée. Ce mécanisme d'identification/assimilation ne peut être évité qu'à travers l'anonymat, la diversification des moyens et la fantaisie du choix des objectifs, sinon, quelles que soient les précautions que l'on puisse prendre, on ne pourra jamais empêcher les mass-médias de le mettre en marche (d'autant plus qu'avec les communiqués, on s'adresse à eux).

Encore une fois, ceci dit, je ne pense pas que l'on puisse mettre en doute la bonne foi de ces compagnons, mais à mon avis, ils sont victimes d'une erreur : le fait de penser qu'une méthode devient anarchiste en vertu de celui qui l'utilise. Ce n'est pas le cas. Une organisation spécifique, dotée de son sigle et de ses communiqués, est avant-gardiste au-delà des personnes qui en font partie. Quel est le sens de faire parvenir une revendication directement à la police ? Quel est le sens d'expliquer ce qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer ? Mythologie révolutionnaire mise à part, tout cela n'a de sens que pour une avant-garde qui se perçoit autre et meilleure que le mouvement dans son ensemble.

Quels objectifs ?

La logique avant-gardiste ne pardonne pas ; une fois faite sienne, elle est appliquée dans chaque cas. Il suffit de penser au choix des objectifs, à la navrante parabole qui, au cours des ans, est allée d'un pylône abattu anonymement jusqu'à une enveloppe incendiaire - avec lettre jointe - expédiée à la télévision. Dans le premier cas, on veut saboter l'ennemi, enrayer le fonctionnement de son système en mettant hors service une structure périphérique. Il s'agit d'une attaque pratique, peut-être un peu fatigante à réaliser, mais sans faire courir de risque à personne. Dans le second cas, on veut seulement faire parler de soi, faire de la publicité à sa boutique, et pour cela on s'adresse directement aux guichets de la RAI. C'est une action uniquement symbolique, beaucoup plus facile à réaliser, et s'il y a des risques encourus, c'est pour un malheureux employé des Postes ou de la TV... dont on se fout. Apparemment, il n'y a pas seulement les jésuites qui pensent que la fin justifie les moyens, il y a aussi

quelques anarchistes. Et à propos de colis incendiaires...

J'ai été injuste. J'ai dit que celui qui les envoie veut seulement faire parler de lui. J'ai oublié d'ajouter que, autosatisfaction mise à part, il veut aussi que l'on parle de quelque chose d'autre. Par exemple, des conditions de détention de quelques anarchistes et rebelles emprisonnés en Espagne. Même les socialistes-révolutionnaires russes de 1878 partageaient une telle préoccupation. Dans un de leur célèbre document, ils écrivaient : « *Si la presse ne défend pas les prisonniers, nous le faisons, nous* ». Aujourd'hui, il y a le groupe des 5C **8**. Anarchistes, pas socialistes-révolutionnaires. Anarchistes comme May Picqueray qui, en 1921, expédia un colis piégé à l'ambassadeur étasunien à Paris pour protester contre le silence qui pesait sur l'emprisonnement de Sacco et Vanzetti. L'action fut couronnée de grand succès parce que l'injustice accomplie par le gouvernement américain sortait enfin dans le domaine public, relançant une lutte qui avait du mal à démarrer.

Mais après avoir pris acte des similitudes entre le présent et le passé, il faut avoir la vue brouillée pour ne pas en voir les différences colossales. Les socialistes russes tuèrent le chef de la police secrète après la mort d'un de leurs compagnons en prison : mort pour mort, précisément. L'anarchiste française, pour rendre publique l'infamie de la justice étasunienne, frappa le représentant le plus éminent du gouvernement américain présent en France. Aujourd'hui, les anarchistes des 5C envoient leurs cadeaux ni plus ni moins aux employés de la RAI ou aux secrétaires des agences de voyage espagnoles. La différence devrait sauter aux yeux. Certes, les responsables matériels du régime pénitentiaire imposé aux détenus sont loin et probablement trop bien protégés pour être atteints, par contre les intérêts de l'État espagnol sont partout et peuvent donc être frappés. Mais ces intérêts peuvent-ils être incarnés par des employés qui travaillent dans des agences de voyage ? Et puisqu'on s'obstine à chercher l'effet médiatique, comment peut-on ignorer le fait que les grands moyens de communication amplifient les mots des rebelles seulement s'ils peuvent en distordre la signification ? Et comment ne pas se rendre compte que de telles actions facilitent cette opération de distorsion ? À travers l'envoi d'enveloppes incendiaires à droite et à gauche, on fera certainement parler des compagnons incarcérés en Espagne, tout le monde en parlera, mais en quels termes ? Naturellement, dans les termes imposés par les médias, qui s'empresseront de renforcer l'idée déjà largement enracinée que, tout compte fait, si ces détenus ont des chevaliers servants à ce point dénués de scrupules, peut-être qu'ils méritent le dur régime auquel ils sont soumis.

L'ennui est que ceux qui pensent être plus en avant, plus radicaux

que les autres, le pensent pour un motif bien précis. Dans ce cas, le motif réside dans l'usage de certains moyens : qui parle bavarde seulement, qui attaque avec les armes agit. Tous ces parfaits *lottarmatisti* sont amoureux de leurs moyens, les aiment à tel point qu'ils cessent de les voir comme des instruments et les considèrent comme une fin. Ils ne choisissent pas le moyen en fonction de la fin, ils transforment le moyen en fin. Si je veux tuer une mouche sur le mur, j'emploie un journal roulé, si je veux tuer un rat, j'emploie un bâton, si je veux tuer un homme, j'emploie un pistolet, si je veux démolir un palais, j'emploie de la dynamite. Selon ce que je veux faire, je choisis le moyen que je retiens le plus approprié parmi ceux que j'ai à disposition. Le *lottarmatista*, non. Lui ne raisonne pas ainsi. Il veut seulement utiliser son moyen préféré, celui qui lui donne le plus de satisfaction, celui qui le fait sentir plus radical, celui qui lui permet de se prélasser dans sa célébrité médiatique, et il l'emploie indépendamment du but qu'il se fixe : il tire sur la mouche, mitraille le rat, dynamite l'homme et s'il pouvait, il emploierait la bombe nucléaire pour le palais. Pour le *lottarmatista*, la radicalité d'une lutte ne consiste pas dans son extension et son approfondissement, dans sa capacité à mettre en question la paix sociale. Pour le *lottarmatista*, la radicalité est seulement une question de puissance de feu : un pistolet calibre 22 est moins radical qu'un pistolet calibre 38, qui est moins radical qu'une kalachnikov, qui est moins radical qu'une bombe au plastic. C'est pour cette raison que, assoiffé de renommée et rendu obtus par son idolâtrie techniciste, il expédie des enveloppes incendiaires à de simples employés pour combattre le FIES 9. Il fait cela parce que c'est la seule chose qu'il sait faire, la technique n'accompagne pas l'intelligence mais s'y substitue, et donc il ne se demande même pas un instant si le moyen est adapté à la fin qu'il veut atteindre. Quant aux scrupules, il n'en a pas, pour la simple raison que dans sa tête tout est blanc et noir, sans nuances de couleurs. D'un côté il y a l'État, de l'autre il y a les anarchistes. Au milieu, il n'y a personne. Si on n'est pas anarchistes, on fait partie de l'État, donc on est un ennemi. Les exploités sont responsables de la condition qu'ils subissent, au même titre que les exploités qui la leur imposent : ils sont tous ennemis, et donc qu'ils aillent tous se faire foutre.

Étrangement, cette logique typiquement militariste est aussi en train de s'immiscer chez certains compagnons anarchistes, parmi lesquels il y en a même qui sont prêts à défendre les kamikazes palestiniens. Incroyable, quand on pense que de tels niveaux d'abjection étaient fort éloignés y compris des révolutionnaires russes de la fin du 19e siècle : autoritaires avant-gardistes, oui, mais avec une éthique rigoureuse, prêts à tuer un exploitateur, mais sans toucher à un cheveu d'un exploité. Et si les autoritaires avaient cette

attention, imaginons les anarchistes ! Les exemples abondent dans ce sens : même Schicchi **10**, connu pour son verbiage terrifiant, a été capable de retourner là où il avait déposé une bombe pour enlever l'explosif, s'étant rendu compte que quelque étranger à l'affaire en cours aurait pu être blessé.

Mais l'image de l'anarchiste du passé, parfait gentilhomme, est trop conciliante, peu gratifiante pour certains anarchistes d'aujourd'hui. Il y a des anarchistes qui réussissent à donner un sens à leur vie seulement s'ils se sentent frappés par la réprobation publique. Plus une chose est condamnée, plus cela les attire. Plus les journaux et les magistrats dépeignent les anarchistes comme des personnes sans scrupules, plus ils ont hâte de remplir ce rôle. Privés d'une perspective propre, ils se font dicter par leurs ennemis ce qu'ils sont et ce qu'ils doivent faire. Peut-être que nous ne sommes pas encore arrivés au niveau d'un Enzo Martucci, prêt à noyer dans le sang les trois quarts de l'humanité afin d'atteindre son but, mais nous n'en sommes pas loin.

Une autre des conséquences de ce qui arrive est le total obscurcissement du sens du terme « insurrectionnaliste », qui est désormais employé comme simple synonyme de « violent » ou même seulement de refus du dialogue avec les institutions. Les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui mettent des bombes, les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui défoncent des vitrines, les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui s'affrontent avec la police, les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui contestent les manifestations de parti, etc. D'idées, mieux vaut ne pas en parler. Dans un certain sens, il se répète exactement ce qui s'est passé au début du xxe siècle avec l'adjectif « individualiste ». Une fois passée la conviction que les individualistes étaient tous ceux qui soutenaient les actes de violence individuels, voilà que ce terme a été appliqué un peu partout et souvent volontiers hors de propos. Dans la frénésie des événements, qui s'est arrêté pour clarifier l'équivoque qui se répandait ? Le recours à la violence individuelle n'est pas du tout une caractéristique typique de l'individualisme, à tel point qu'il y eut même des anarchistes individualistes pacifistes (comme Tucker) ou non-violents (comme Mackay). Et encore, Galleani **11** était-il individualiste ? Pourtant il était partisan des actions individuelles... comme le fut en certaines circonstances Malatesta lui-même. Et il y eut même des communistes favorables aux actes individuels. Malheureusement, l'équivoque s'enracina à un tel point qu'il y en eut même un qui se déclara franchement individualiste, alors qu'il ne l'était pas du tout (comme Schicchi au procès de Pise). Malentendus, incompréhensions, méprises... ce n'est vraiment pas la peine d'alimenter pareille confusion. Que les médias le fassent est évident et compréhensible. Mais pourquoi le faire à notre tour ?

L'insurrection est un fait social. Ce n'est pas le défi en combat singulier contre l'État, lancé par celui qui croit que la masse est seulement bonne à se faire tondre. Le recours à la violence est inévitable et nécessaire dans un projet insurrectionnel, il l'est pendant le moment insurrectionnel, et il l'est aussi avant (puisque l'aspect social de l'insurrection ne peut pas être utilisé comme justification de l'attentisme). Donc, il l'est aussi aujourd'hui. Mais cette violence ne peut devenir autonome du reste du projet, elle ne peut penser s'y substituer. C'est à la violence d'être un instrument au service du projet, non au projet d'être un prétexte au service de la violence. Ceux qui pensent qu'une insurrection n'est pas possible, en ayant perdu (ou jamais eu) confiance dans la possibilité que les exploités se rebellent, devraient se rendre compte de la distance qui les sépare de toute perspective insurrectionnelle. S'ils veulent mener leur guerre privée contre le pouvoir, parce que c'est ce qu'elle est devenue, qu'ils le fassent, mais sans la faire passer pour une guerre sociale. S'ils veulent passer à l'histoire avec leurs actions, dans la mesure où il ne s'agit que de pure autosatisfaction, qu'ils se mettent à leur aise sous les projecteurs des médias, mais ne prétendent pas entraîner derrière eux le reste du mouvement.

Que chacun est libre de faire ce qu'il veut, c'est entendu. Que quelqu'un pense être au-dessus de toute critique et donc devoir être uniquement applaudi, compris, suivi et, par-dessus tout, sans jamais daigner expliquer les raisons de sa méthode, ça l'est beaucoup moins.

Anonyme, Italie 2003

Traduction publiée sur Contrainfo en juillet 2012.

Notes :

1 Pour plus d'informations sur les actions évoquées lire la brochure *"Un été italien, Textes sur la répression anti-anarchiste"* éditée en janvier 2005 par *"Quelques complices sans patrie"*. On peut la trouver sur le site de Mutines Séditions : mutinesedition.free.fr

2 La diétrologie (dietrologia) est un terme forgé en 1974. Dans le langage politique et journalistique, il indique la recherche des supposées motivations cachées qui seraient à l'origine d'un événement, d'une action. L'élément récurrent des diétrologues est "à qui cela profite-t-il ?", "à qui sert" un fait déterminé en sous-en- tendant qu'un tel événement pourrait avoir été provoqué à dessein.

3 Exécuté le 4 août 1878 par Kravtchinskij qui réussit à disparaître sans laisser de traces. C'est lui qui écrivit l'opuscule en question. La petite erreur du texte que nous avons traduit est d'attribuer l'opuscule au groupe Narodnaïa Volia. Or ce groupe ne fut constitué que le 26 août 1879. Kravtchinskij agit dans le cadre du groupe Zemlja i Volja (Terre et Liberté) qui publia son

programme en mai 1878. Pour plus de renseignements sur cette période riche d'enseignements, lire le bouquin de Franco Venturi *Les intellectuels, le peuple et la révolution*.

4 Nous avons laissé ce terme en italien qui peut être traduit par luttarmisme, ainsi que le militant qui s'en revendique : lottarmatista(i). On le retrouve déjà en 1977 dans des numéros d'*Anarchismo* et la critique d'alors impliquait une conception de la lutte armée signifiant mener des actions confiées à des cellules clandestines du parti combattant dont le but est la prise du pouvoir et l'instauration de l'État ouvrier. Dans un tel cadre, les actions sont toutes revendiquées dans le but d'accroître la puissance de ce parti et d'attirer à lui de nouvelles recrues. Aujourd'hui son sens a évolué et il apparaît par exemple dans la revue *A Corps Perdu* n°3 (septembre 2010) où il désigne l'idéologie de la lutte armée en général.

5 Le 9 décembre 2002, deux engins explosent contre la préfecture de police de Gênes, revendiqués par la Brigade 20 luglio. Ils font suite au sommet du G8 dans cette ville qui s'est tenu en juillet, et lors duquel Carlo Giuliani a été assassiné et des centaines de manifestants tabassés et torturés par la police (notamment dans la caserne Bolzaneto).

6 Le 25 avril 1997, un engin explosif est déposé au Palazzo Marino (hôtel de ville) de Milan. L'anarchiste Patrizia Cadeddu sera arrêtée en juin, accusée sur la base d'une vidéo floue d'avoir déposé la revendication de l'attaque à une radio, signée ARA (Azione Rivoluzionaria Anarchica). Elle prendra 3 ans et 9 mois de prison en appel, qu'elle accomplira entièrement.

7 Cette citation est extraite du communiqué n° 9, envoyé fin mai 1971. L'extrait est suivi de la phrase suivante: "*Ils ont des pistolets dans leurs poches et de la colère dans leur tête*".

8 Les 5 C ou *Cellule contro il Capitale, il Carcere, i suoi Carcerieri et le sue Celle* (Cellules contre le Capital, la Prison, ses Matons et ses Cellules), un des groupes à l'origine de la Fédération Anarchiste Informelle qui avait pour cible le système carcéral dans son ensemble. Ils ont revendiqué l'envoi de colis piégés en décembre 2002 à des agences de voyage Iberia à Milan et Rome et au quotidien espagnol El Pais à Barcelone (plus un colis posé devant l'Institut Cervantes à Rome), en solidarité avec la lutte des prisonniers contre les FIES espagnols.

9 FIES (Ficheros de Internos de Especial Seguimiento) : régime d'isolement carcéral mis en place par l'État espagnol en 1991 dans le but de mater les mouvements de révolte en regroupant les détenus les plus repérés par la matonnerie pour leur détermination et force dans la lutte. Pour plus d'informations on peut lire : le recueil d'articles (2001-2004) publié par Cette Semaine; la brochure *Paroles de FIES*; le livre *Huye, hombre, huye* de Xosé Tarrío Gonzalez, paru aux éditions Nyctalope (nyctalopeeditions@riseup.net).

10 Anarchiste individualiste qui fut condamné à Viterbe, en mai 1893, à 12 ans de prison pour un attentat exclusivement démonstratif contre le consulat espagnol de Gênes. Il avait publié à Barcelone deux numéros de *El Porvenir anarquista*; arrêté il avait été abominablement torturé par les flics espagnols.

11 Luigi Galleani (1861-1931), était un anarchiste-communiste italien. Parmi d'autres activités, il a publié de 1903 à 1919 le journal *La Cronaca Sovversiva* aux États-Unis, dans lequel il défendait la propagande par le fait et l'action directe.